
ICANN74 | Forum de politiques – Réunion conjointe : GAC et l'ALAC
Mercredi 15 juin 2022 – 09h00 à 10h00 AMS

JULIA CHARVOLEN : Soyez les bienvenus à la réunion conjointe du GAC de l'ALAC. Cette séance est enregistrée. Durant cette séance, les commentaires et les questions soumis dans le chat seront lus à voix haute seulement s'ils sont présentés sous la forme appropriée.

Pour ceux qui sont dans la salle GAC, levez la main sur Zoom et prenez le micro si vous êtes dans la salle. Parlez à un rythme raisonnable. Vous pouvez aussi accéder à toutes les statistiques du Zoom dans la barre d'outils de Zoom.

Voilà. Je passe la parole à Manal.

MANAL ISMAIL, PRÉSIDENTE DU GAC : Bonjour à tous, bonsoir à tous. Nous sommes sur Zoom et dans la salle du GAC. Bienvenue à la réunion collatérale du GAC et de l'ALAC. La réunion va durer une heure.

Tout d'abord, je voudrais souhaiter la bienvenue à Maureen et à tous les membres ALAC qui nous ont rejoints soit en personne, soit en ligne.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

Nous avons beaucoup de personnes qui vont participer en ligne aujourd'hui. Nous voulons remercier aussi Joanna et Shi Young pour les efforts qu'ils ont faits entre les séances pour l'organisation de l'agenda ou de l'ordre du jour et pour identifier les thématiques qui correspondaient aux deux unités constitutives.

Aujourd'hui, nous avons des thématiques qui sont d'intérêt commun pour les gouvernements et pour les utilisateurs de l'Internet.

Avant de rentrer dans les détails, je voudrais passer la parole à Maureen pour qu'elle nous fasse ses remarques d'ouverture.

MAUREEN HILYARD :

Merci, Manal. Et merci, une fois de plus, de nous donner cette chance de pouvoir participer durant votre ordre du jour. Je sais que vous avez une semaine très occupée.

Donc alors, le plus nous communiquons en tant qu'AC au sein de l'ICANN, le plus nous découvrons une liste variée de thématiques sur lesquelles nous sommes alignés bien sûr lorsqu'il s'agit de l'intérêt commun des utilisateurs finaux.

Donc nous apprécions vraiment l'opportunité de nous retrouver aujourd'hui, et j'ai hâte de participer à cette conversation aujourd'hui, que ce soit ici en présentiel ou en ligne. Et donc, dans

ce sens, je ne vais pas passer trop de temps au micro, car je voudrais vous repasser la parole pour que nous puissions commencer.

MANAL ISMAIL, PRÉSIDENTE DU GAC : Merci. Merci. Nous repassons la parole à notre modérateur.

SHI YOUNG CHANG, VICE-PRÉSIDENT : Oui, merci, Manal et Maureen.

Et donc, je suis heureux de vous rencontrer en personne. J'espère qu'aujourd'hui nous allons avoir la chance d'approfondir la collaboration entre les deux comités. Merci à tous.

Nous sommes prêts à commencer sur l'acceptation universelle et sur les IDN. Je voudrais passer la parole à Satish Babu.

SATISH BABU : Merci beaucoup. Merci. Merci de me donner l'opportunité de parler à cette réunion conjointe.

Alors nous sommes tous d'accord sur l'importance des IDN et de l'acceptation universelle, puisque ça aide dans l'inclusion ; 2,5 milliards d'utilisateurs en profiteront, et le milliard qui va suivre aussi.

Alors il faut que tout cela soit — oui, pour cela, il faut améliorer la confiance qu'il y a dans l'Internet. Pour l'UASG, ainsi que l'EPDP sur les IDN, il faut travailler ensemble pour atteindre ces objectifs. Souvent, nous parlons des IDN et de l'UA ensemble. Mais nous devons savoir que ces groupes travaillent ensemble pour améliorer l'utilisation des scripts. Nous parlerons de ça quand nous parlerons de l'EPDP [qui très bientôt]. Donc [ce sont] les implications des langues. Et pour pouvoir nous assurer que les noms de domaine et les adresses, [mais en fonction de la même manière].

Il y a donc un potentiel pour que le GAC et l'ALAC travaillent ensemble lorsqu'il s'agit de l'UA et des IDN. Nous pourrions ainsi créer la synergie de notre côté. Nous voudrions commencer certaines initiatives.

Tout d'abord, nous voudrions que l'ICANN devienne un exemple. Il ne s'agit pas de l'état de préparation des sites Web, mais aussi des processus externes. Atteindre ce seuil n'est pas seulement symbolique, mais cela démontrerait qu'il est donc possible d'être complètement conforme pour l'acceptation universelle.

Ensuite, nous voulons synchroniser les messages sur [l'UA IDN], et donc, cela pourrait nous aider lors des sessions du FGI. Cela pourrait nous aider à faire passer le message. Nous voulons donc proposer une journée universelle de l'UA. Nous avons proposé

une journée de l'UA, qui a commencé à attirer l'attention. Cela pourrait intéresser les entreprises, les gouvernements, etc., et la communauté Internet, et tous au niveau international.

En agissant en tandem, nous pouvons utiliser cette opportunité, pas seulement pour l'année prochaine, mais les années suivantes, pour pouvoir continuer à travailler dans ce sens.

En fait, il y a deux initiatives qui sont [en place d'être mises] en œuvre. Nous pourrions les souligner ici.

Il y aura donc le sommet sur la perception des IDN par les utilisateurs finaux. Et cela en Inde, par exemple avec l'hindi, [l'inkri] et toutes les langues indiennes. Cela nous permettra donc d'avoir des informations qui sont importantes.

Il y aura aussi des sondages qui ont été planifiés par le Groupe de travail sur la préparation pour l'acceptation universelle. Et nous pourrions ainsi parler aux gouvernements.

Nous allons avoir des points d'action pour le GAC et l'ALAC pour justement refermer cet écart. Il y a donc des initiatives qui pourraient apporter une action conjointe entre le GAC et l'ALAC.

SHI YOUNG CHANG, VICE-PRÉSIDENT :

Merci pour votre point de vue.

Maintenant je vais passer la parole à Nigel Hickson pour le

Royaume-Uni. Est-ce que Nigel peut bien prendre la parole ?

ROYAUME-UNI :

Merci beaucoup. Bonjour à tous et merci. Merci à l'ALAC de nous permettre de commencer ce dialogue. C'est donc très important.

Nous avons tous discuté de l'acceptation universelle auparavant, d'un Internet multilingue. Et je pense que c'est une de ces questions sur lesquelles nous sommes tous d'accord. C'est une question difficile. Mais nous savons très bien que nous devrions avoir un Internet multilingue. Cela est logique pour que tout le monde puisse communiquer, avoir accès aux services publics, à toutes sortes d'informations dans leur propre langue ou dans leur propre script. Donc arriver à ce point-là est donc quelque chose de compliqué, comme on l'a vu.

Et je pense que c'est impressionnant. C'est impressionnant, le travail qui a été fait par ce Groupe de travail sur l'acceptation universelle. Mais il reste encore du travail à faire pour convaincre les gouvernements, pour les plateformes, certaines entreprises aussi, qu'ils doivent-- qu'elles doivent commencer à prendre quelques initiatives.

Et donc cette journée de l'état de préparation pour l'acceptation universelle est intéressante. Il serait bien de pouvoir communiquer à tous ces personnes qui doivent s'engager. ICANN

doit être un exemple et doit pouvoir dire « Nous l'avons fait, nous pouvons le faire, nous avons changé nos logiciels, nous avons dépensé de l'argent sur tel ou tel programme ». Donc les organisations, les entités doivent pouvoir mettre leur poing sur la table et dire, se montrer eux-mêmes du doigt en se disant « Voilà, nous l'avons fait puisque c'est important ».

Donc vraiment, je suis très heureux que ces initiatives soient mises en place. Alors ICANN bien sûr fait beaucoup de travail de ce côté-là. Lorsqu'il s'agit des IDN, des domaines internationaux, comme beaucoup d'entre nous le savent, beaucoup de nous au GAC [avons hâte des] SubPro pour la prochaine série des gTLD. Et bien sûr, au sein de cela, nous voulons nous assurer que les IDN jouent un rôle et seront donc un élément clé dans ce travail.

Je voulais juste dire que le PDP qui est en cours en ce moment sur les IDN, c'est un processus de développement de politiques, d'élaboration de politiques qui cause des controverses, car il y a des PDP. Bien sûr, les PDP causent souvent des controverses. C'est un exercice technique, mais qui est nécessaire. Et nous avons de la chance dans ce processus PDP d'avoir des experts au sein de la communauté ICANN.

Et cela ramène vers nous un autre message, car parfois nous oublions. L'ICANN se base vraiment sur les experts, pas seulement les experts qui sont au sein du personnel, mais c'est

aussi – bon, [bien sûr qu'il est immense], puisque les gens qui travaillent à l'ICANN sont des experts bien sûr, mais l'ICANN compte aussi sur les personnes dans les entreprises, dans les bureaux d'enregistrement et les opérateurs de registre, les industries qui peuvent aussi apporter leur expertise. Et donc la plupart d'entre vous qui sont là et sont réveillés ce matin.

Donc vous avez vu les annonces de l'ICANN qui nous disent ce qu'on doit faire pour la journée. Donc, dans les annonces d'ailleurs, ce matin, il y avait une référence sur la dernière annonce sur la génération [de l'initiative] de la zone racine.

Encore une fois le travail, qui a été fait, lorsqu'il s'agit des différents panels pour essayer de travailler sur les scripts. ce sont les scripts, à savoir quels sont ceux qui sont applicables le avoir ceux qui sont applicables, le travail qui est fait sur les variants, etc.

L'EPDP est en cours. L'EPDP, bien sûr, a un objectif; il veut améliorer l'utilisation des IDN en assurant qu'il y a un maximum d'opportunités pour les variants. Et donc il concerne le processus de génération aussi en suivant bien sûr les différentes politiques, les SubPro, pour les nouveaux gTLD et leur processus, pour s'assurer qu'il y a un maximum d'opportunités pour les variants de scripts et pour nous assurer que les réglementations soient suivies, pour qu'il n'y ait pas de problème ou de situations où il y

de la coopération au niveau national.

Nous voulions des exemples de bonnes pratiques ou la présence sur le terrain entre deux communautés et le travail qui est fait derrière fonctionne bien, que ce soit des exemples pour les autres.

Et donc aujourd'hui, nous allons vous présenter un exemple au cours duquel nous allons parler de la coopération sur le terrain entre ALS et représentants du GAC. Le travail qui est fait dans certaines régions, dans certains pays. Et ensuite nous reprendrons un petit résumé de la façon dont le GAC travaille sur ces thèmes.

De nouveau, nous allons respecter notre ordre du jour et nous allons donner la parole à Julf qui va parler d'exemples spécifiques pour la Finlande.

Julf, merci beaucoup de vous joindre à nous.

JULF HELSINGIUS :

Merci, Joanna. Merci à tous. Bonjour. Je suis Julf Holsingius et je suis la liaison de la GNSO auprès du GAC.

Aujourd'hui, je suis ici en tant que président de la société Internet auprès d'EURALO. Je travaille aussi auprès du GAC. Je travaille avec [Jan Si] Länsipuro depuis un bon moment. Il a joué un rôle

très important dans le domaine de la coopération. Il a travaillé dans le domaine gouvernemental. Il a été président du chapitre ISOC de la Finlande, entre autres choses. Hélas, il est actuellement dans une réunion de NomCom. Et il n'est pas ici avec nous aujourd'hui.

Donc peut-être que je me trompe, mais en tout cas, nous allons parler des petits pays avec des populations comme la Finlande de 5,5 millions d'habitants.

Nous avons une organisation. Et lorsqu'on regarde les autres pays, on se rend compte que c'est un peu plus difficile dans d'autres pays. Mais nous, dans notre pays, nous nous connaissons. Nous avons un pays qui a assez avancé au niveau technologique. Je pense que le temps que je passe devant mon ordinateur est très important.

Dans les années 1990, on a travaillé avec des compagnies technologiques au niveau de la Finlande. On a travaillé sur l'établissement d'un forum de parties prenantes avec le Centre de développement de la société finlandaise. Le PTT à l'époque était important. On travaillait avec un système qui était semblable au minitel français.

Et il y avait une idée de ce qui arrivait au niveau de l'Internet. On a travaillé avec Nokia aussi dans ces questions. Et la base pour la coopération actuelle, pour parler un petit peu de ce qui se passe

dernièrement, et ce qu'a fait la Société de l'information à Genève, par exemple. Et le résultat de cela était un groupe de suivi finlandais.

On a travaillé au niveau du Ministère des affaires étrangères avec une participation d du gouvernement au chapitre ISOC, qui était très bien représenté.

Je vais essayer de parler un petit peu plus lentement. Oui. Excusez-moi.

Donc ce groupe a discuté de la position de la Finlande à la réunion qui allait avoir lieu de l'IGF, et on a décidé d'organiser un évènement annuel pour le Forum finlandais de l'Internet qui devait avoir lieu dans le Parlement. Beaucoup de membres du Parlement et les personnels politiques participent à ces réunions. Et le résultat est un groupe de suivi, qui a été formé dans le cadre du Forum d'Internet finlandais avec le Ministère des affaires étrangères du transport et d'autres ministères qui sont représentés. Les compagnies comme Nokia participent. Et on a aussi travaillé avec des organisations de protection des enfants. Enfin, c'est un contexte multipartite très important.

Nous avons eu un autre forum qui travaillait sur l'Internet qui a eu lieu en Finlande et ISOC Finlande a proposé des intervenants pour cet évènement. Et un de ces intervenants était quelqu'un dont vous avez entendu parler.

Et donc ici, ma préoccupation concernant l'IGF et l'ICANN, c'est qu'il s'agit de forums multipartites. Et je pense que ces processus devraient être étendus à des systèmes comme l'UIT pour que la société civile puisse aussi avoir son mot à dire dans ces organisations.

Voilà, c'était ce que j'avais à dire et ma contribution à ce débat. Je serai de nouveau présent cet après-midi. Si vous avez quelque chose, n'hésitez pas à me joindre, si vous avez quelque chose à dire.

JOANNA KULESZA :

Merci. Merci beaucoup. Merci d'avoir nommé, d'avoir cité tous ces organismes. [Julf] n'est pas présent avec nous. Mais il sera à distance. Il participera à cette réunion à distance.

Donc on a parlé du travail qui est fait sur le terrain, et on doit reconnaître la participation gouvernementale à cette collaboration. Et par conséquent, nous allons souhaiter la bienvenue à Juuso, qui est le représentant du GAC, et qui va nous parler de cette collaboration.

Juuso va se joindre à nous à distance aussi. Il n'est pas ici présent à la réunion. Il va donc participer par connexion virtuelle.

JUUSO MOISANDER : Bonjour Joanna. Bonjour. C'est un plaisir de participer à cette réunion. Merci de votre invitation. Je vais continuer un petit peu sur ce qui a été dit.

Donc, nous avons travaillé avec la communauté de Finlande depuis une dizaine d'années. Et le groupe dont on a parlé est un petit peu le centre, le groupe central qui discute des questions de gouvernance de l'Internet.

Nous avons une liste de diffusion. Nous avons aussi quelques réunions. Nous avons participé aussi à des réunions en présentiel. J'espère que cela va pouvoir reprendre. Et nous avons eu des réunions sur des thèmes qui nous paraissaient importants.

Récemment, nous avons eu une réunion au cours de laquelle nous avons parlé de la possibilité d'améliorer l'IGF, pour participer à la réunion de l'IGF. Et je vais parler des problèmes liés à l'ICANN et des problèmes que nous connaissons nous-mêmes dans notre pays.

La coopération de l'ALAC, lorsque l'on parle de la transition des fonctions IANA et des nouveaux gTLD, est importante. Il y a des thèmes qui apparaissent et qui sont importants pour aider les parties prenantes à mieux comprendre où est-ce qu'on en est, à savoir où est-ce qu'on est. Et ALAC, dans ce sens, a fait du très bon travail pour le public en général.

Comme Julf l'a dit, le Forum Internet de Finlande coopère dans ce sens. Nous avons commencé cette coopération avec le Parlement en 2010. Le Parlement finnois a différentes-- il a un comité qui parle, qui discute des questions liées à tout ce qui se passe au niveau mondial dans le domaine de l'Internet. Il s'intéresse à différents processus. Par exemple, le suivi du SMSI. Et actuellement, nous sommes dans une position très confortable parce que nous avons hébergé la réunion en présentiel avec le Parlement. Et le comité parlementaire qui travaille pour la communication va travailler avec nous aussi. Donc nous avons deux comités parlementaires avec lesquels nous organisons cette réunion. C'est très très positif, et je dois dire que les membres du comité parlementaire, lorsqu'ils participent à ces réunions, considèrent qu'il s'agit d'une discussion multipartite à laquelle ils donnent énormément d'importance.

Et je dirais qu'il s'agit finalement de travailler avec les gouvernements. Comme Julf l'a dit, nous devons coopérer à différents niveaux. C'est important. Nous sommes un petit pays. Nous ne pouvons pas le faire d'une autre manière.

Un commentaire à Julf par rapport à ce qu'il a dit sur d'autres thèmes de discussion, au niveau de ce format multipartite, je dirais que l'UIT et la conférence plénipotentiaire de l'UIT, qui a lieu de manière multipartite, qui est organisée par le Ministère de

la communication, ne se fait pas dans le cadre du SMSI, mais il s'agit quand même d'une réunion ou d'un processus multipartite. Donc c'est important de le souligner. Voilà.

Je vais en rester là. Je peux répondre à vos questions. Je ne serai pas présent à La Haye cette semaine, hélas, mais je serai ici en ligne et je suis disposé à répondre à vos questions.

JOANNA KULESZA :

Nous avons utilisé ce système de plénière multilatérale de façon à entendre un petit peu, à donner la parole un petit peu à tout le monde. Mais vous pouvez intervenir.

Notre objectif est que cette conversation persiste à l'intérieur et l'extérieur des réunions ou pendant les réunions et pendant la période intersessionnelle.

Bien. Je vois qu'il y a deux mains levées, de Jonathan et de Sébastien. Nous leur donnerons la parole plus tard.

En tout cas, nous vous encourageons à envoyer vos questions et vos réponses dans la partie des questions, et Julia nous les fera parvenir. Bien.

Maintenant, nous avons une série d'actions à suivre dont nous avons parlé avant la réunion. Nous allons aborder quelques questions, quelques points, donc, que nous voulions aborder. Et

la participation active du public est aussi la bienvenue. Et bien sûr, vous pouvez envoyer vos questions aux intervenants à travers la partie des systèmes de questions et réponses.

Shi Young, vous avez la parole.

SHI YOUNG CHANG, VICE-PRÉSIDENT :

Merci, Joanna. Merci donc de participer à cette réunion de collaboration entre l'ALAC et le GAC. C'est un bon exemple de ce qui peut se faire, justement, dans le cadre de cette participation multipartite des gouvernements et de l'élaboration de politiques.

Prochaine diapositive, s'il vous plait.

Bien. Je vais parler du processus d'élaboration de politiques en Corée du Sud, et puis je donnerai quelques exemples sur ce que ce processus multipartite peut être. Et je parlerai des différents aspects concernant l'utilisation de l'Internet en Corée du Sud pour vous donner un petit peu une idée, un aperçu, de ce qui se passe en Corée du Sud.

Nous avons une série de ressources qui sont basées sur l'Internet dont nous avons l'adresse IP, les noms de domaine. Et nous avons un système d'élaboration de politiques à travers les SO et les AC. Comme vous voyez, ce processus d'élaboration de politiques, il est du bas vers le haut. Nous recevons des demandes, des

plaintes, et nous essayons de résoudre ces questions. Et nous essayons aussi d'avoir toujours des opinions. Et l'opinion de l'ICANN est très importante.

À travers ce processus, nous faisons une révision d'un comité de politiques de l'Internet, qui est composé de différents membres.

Bien. Prochaine diapositive, s'il vous plaît.

Donc comme vous l'avez vu sur la diapositive, nous avons ce comité de délibération politique qui va traiter les questions de l'adressage sur Internet. Tout cela doit être fait par ce comité. Tout ce qui est faisable, les questions liées à la mise en œuvre, au plan, aux ressources, tout cela doit être approuvé par ce comité et il doit aussi approuver les règles liées aux différentes ressources et doit prendre une position lorsqu'il y a des différends à régler concernant l'Internet. Ils peuvent aussi traiter les questions politiques liées aux ressources de l'adressage Internet et soumises par le président. Donc ils vont travailler sur toutes ces questions en Corée du Sud. Et vous voyez que ce comité est très important pour notre pays.

Ce que nous voulons donc, adresser ce problème [avec] pour le modèle multipartite, donc nous voulons parler de la participation et de différentes parties prenantes pour l'élaboration de politiques.

Nous avons changé le nom. Et maintenant, nous avons le comité de délibération sur les politiques de l'Internet et des adresses Internet. Donc maintenant nous avons plus de participants. Donc nous avons changé le nom du comité. Nous avons 10 participants, maintenant, nous avons 20 participants.

Donc pour la qualification, l'expertise des membres. Avant, nous avons des membres des institutions publiques, du système éducatif, des professions légales, de l'industrie. Maintenant, nous avons inclus les organisations de la société civile, des ONG, etc. Nous essayons d'incorporer toute personne dans l'élaboration de politiques en Corée. Et cela a été approuvé donc par l'Assemblée nationale de Corée du Sud en 2021. Et maintenant, nous avons mis en œuvre ce projet depuis juillet cette année.

Maintenant, nous avons donc incorporé, intégré beaucoup d'efforts du gouvernement, du secteur gouvernemental, du secteur public et des utilisateurs finaux. Cela pourrait donc être un très bon exemple de gouvernance multipartite entre le secteur privé et les secteurs publics. C'est comme la coopération entre le GAC et l'ALAC. Donc cet exemple pourrait être partagé pour justement montrer l'exemple de la coopération entre différents comités. Merci beaucoup.

JOANNA KULESZA : Merci. Oui, c'est une opportunité pour nous de pouvoir

[inaudible] comme ça des thématiques qui sont partagées entre les secteurs différents. Maintenant, nous allons passer directement à notre élément suivant de l'ordre du jour.

C'est un sujet assez large. Nous avons parlé de questions géopolitiques qui devraient être complétées par un avancement du modèle multipartite. Nous avons deux orateurs aujourd'hui, avec Marita Moll, qui va commencer avec la perspective de l'ALAC sur justement l'avancement du rôle des volontaires dans le modèle multipartite. Donc ces utilisateurs finaux qui ne sont pas toujours reconnus. Et nous allons donc parler de toutes les unités, de toutes les personnes, et des moyens donc d'améliorer le système multipartite.

Donc, je vais donc passer la parole à Marita qui est avec nous, mais à distance. À vous, Marita.

MARITA MOLL :

Bonjour à tous. Je suis en Allemagne centrale. Je suis dans un milieu rural. Et j'ai un petit problème de connexion, ce matin. C'est un peu la même chose à travers le monde. Donc, je suis désolée.

Je vais donc parler, comme l'a dit Joanna d'ailleurs, du rôle des gouvernements et des volontaires de la société civile lorsqu'il s'agit de la question du bénévolat.

Pour le problème des volontaires à l'At-Large, c'est une inquiétude importante. L'ICANN, c'est un modèle qui dépend des bénévoles, de toutes sortes de bénévoles. Nos bénévoles sont des personnes qui s'engagent, du temps, des efforts, pour travailler pour l'ICANN et pour participer à l'industrie du nom de domaine et qui sont engagées à ce travail.

Donc nous savons que nous ne sommes pas les seuls à l'ICANN à avoir ce genre de bénévoles, mais nous savons pour sûr que très peu d'entre nous ont quelque chose à gagner autre que de la satisfaction d'ailleurs. Cela ne paye pas nos factures ou ne va pas forcément améliorer notre curriculum vitae.

Donc la question est importante. Comment est-ce qu'on peut *improver*, améliorer la participation à ce groupe ? Donc on y a pensé. On a pensé à l'amélioration de cette manière de gouverner au niveau de l'organisation. À l'ICANN, il faut qu'il y ait un but qui soit adéquat et fiable et viable et durable, pour que tout le monde puisse participer à ces processus qui sont complexes. Les gens ont besoin de formation, de mécanismes de soutien. Ça fait beaucoup de choses à demander de ces personnes.

Comment allons-nous engager de nouvelles personnes ? Et comment allons-nous en même temps améliorer la participation ?

Donc nous devons connaître beaucoup plus de choses sur les

personnes qui s'impliquent. Pourquoi s'impliquent-ils ? Avons-nous les informations ? Qu'est-ce qui les amène à participer ? Comment pouvons-nous soutenir leurs objectifs et leur intérêt ? Ce n'est pas une chose difficile de le savoir. Nous pourrions utiliser ces informations.

Comment ferions-nous donc ? On peut essayer de construire, donc, de développer des indicateurs. On pourrait peut-être considérer comment le travail des volontaires pourrait peut-être leur apporter de la valeur. Je ne parle pas de valeur monétaire, mais d'autres sortes de valeurs. Peut-être quelque chose qui encouragerait les personnes à rester dans cet environnement si complexe. Donc, faire de la [formulation] au niveau des volontaires, des volontaires à ce niveau pour qu'ils disparaissent deux ans plus tard, c'est très décourageant pour toutes les personnes qui s'impliquent.

À l'ICANN 73, les membres de leadership de l'At-Large ont posé des questions au Conseil sur ce sujet pour établir donc de nouvelles manières pour reconnaître les contributions des volontaires. Donc nous pensons qu'il est important de commencer cette conversation si ce modèle va réussir et continuer et être durable. Nous pensons que le GAC serait aussi intéressé et pourrait donc contribuer à cette idée, à savoir comment nous allons améliorer les choses. C'est donc le début de cette conversation.

Je pense que toutes les communautés ont quelque chose à gagner dans la mesure où on pourrait trouver des manières de mieux gérer nos ressources de bénévoles dans ce système. Et voilà, c'est tout ce que j'avais à dire sur le sujet. Nous devrions commencer ce dialogue, cette conversation. Nous avons déjà commencé. Nous avons fait des introductions déjà. Et nous espérons que cela va continuer. Et bien sûr, nous espérons collaborer avec le GAC dans ce sens.

JOANNA KULESZA :

Oui. Oui, merci. C'est une intervention qui nous correspond très bien. Nous avons parlé de besoin d'avance, de faire avancer le soutien à tous les membres des communautés. Lorsque nous parlons de l'avancement du modèle multipartite, nous avons aussi parlé de tous les processus aussi qui sont des cibles.

Et donc avec cela, nous allons passer la parole à Jorge Cancio, qui nous rejoint à distance. Il va nous parler justement de cet aspect de l'avancement du modèle multipartite et des questions géopolitiques. Merci de nous rejoindre Jorge. À vous la parole.

JORGE CANCIO :

Merci, Joanna. J'espère que vous m'entendez bien. Merci. Je suis de retour en virtuel. J'étais à La Haye les deux premiers jours en présentiel, et maintenant je suis là-bas en virtuel.

Eh bien voilà, c'est ma propre réunion hybride. Voilà. Je suis heureux d'être avec vous pour partager quelques pensées, quelques informations. Et comme Joanna l'a dit, le système multipartite de l'ICANN ne vit pas dans un vide, mais dans un écosystème mondial.

On le sait. Il y a aussi des exemples nationaux, comme la Corée du Sud, comme la Finlande et beaucoup d'autres. Mais il y a aussi cet ensemble mondial dans lequel il y a eu des développements.

Nous vivons dans des temps, une ère intéressante, car il y a des gens sur le terrain qui sont complètement conscients de tous ces développements et qui aussi d'une certaine manière participent autant que possible, ou au moins considèrent qu'il y a un plus grand ensemble qui s'applique.

Donc au niveau des Nations Unies, il est important de dire qu'il y a quelque chose qui a été établi en 2021, après quelques problèmes. Nous avons appris récemment que l'envoi pour la technologie— un envoyé a été nommé. C'est un diplomate indien. M. Amandip Gill. Donc, ce nouveau bureau aux Nations Unies essaie de coordonner et de mettre en place une certaine synergie du travail de différentes agences, du bureau au niveau des Nations Unies dans ce domaine. Cela inclut bien sûr la gouvernance d'Internet et la gouvernance du DNS.

Donc il est intéressant de garder ça en tête.

D'ailleurs, ce bureau va commencer à consulter et commencer un processus de consultation mondiale. J'ai déjà envoyé des informations sur le chat. [Susan] l'appelle le compact numérique mondial. Il s'agit des choses qui se produisent sur l'Internet, mais aussi c'est une influence de la gouvernance de l'Internet et de l'infrastructure en elle-même.

Allez-y. Allez voir, allez consulter, participer à cela, et soyez— assurez-vous. Je pense que, ainsi, la voix de la communauté va pouvoir être entendue.

Nous avons aussi l'évolution du SMSI, plus nous allons pouvoir—

Nous avons une conversation qui est en cours. Et ça, c'est relié au donc SMSI+20. Donc cela fait donc plus de 20 ans déjà depuis 2003, en 2005. Et en 2025, il y aura un grand processus de révision.

Il y aura l'accord international de 2003-2005 qui sera révisé, qui sera examiné. Et ainsi que les ressources de l'Internet critiques et celles de l'ICANN aussi seront réexaminées. Donc c'est quelque chose qu'il va falloir suivre et peut-être qu'il en suivra une conférence potentielle de l'IUT. D'ailleurs, il en a une de prévue à Bucarest. Et bien sûr, toutes les choses qui seront discutées donc à Bucarest en septembre seront intéressantes pour l'ICANN.

Donc le développement qui a eu lieu dernièrement est très intéressant, et c'est bon de pouvoir se focaliser sur l'avenir de

l'Internet. Il y a donc des collaborations entre des gouvernements, les États-Unis, l'Union européenne. Et maintenant, pour en parler, je vais passer la parole à mon ami du gouvernement des États-Unis qui va prendre la parole. Merci.

ÉTATS-UNIS :

Merci. Merci. Comme Jorge l'a dit, j'appartiens aux États-Unis. Et je me suis joint à la Commission européenne et ces 60 pays.

La déclaration pour le futur de l'Internet a une série de principes. Ces principes comprennent un engagement à protéger les droits de l'homme et la liberté fondamentale de promouvoir à l'Internet mondial, de faire-- de tenir compte d'une connectivité inclusive et abordable, de façon à ce que tout le monde puisse participer à la vie numérique, d'avoir un système et un environnement numérique qui promeuvent la confiance, et de maintenir une approche multipartite pour les gouvernements et au bénéfice de tous.

Cette déclaration ne vise pas à réinventer des travaux multipartites ou multilatéraux ou d'organismes multilatéraux qui existent déjà, mais de participer à une vision partagée.

Les États-Unis souhaitent promouvoir cette vision et ces principes à travers des forums qui existent déjà et en accord avec les législations locales.

Je vais vous envoyer un lien au texte de cette législation. Je vous enverrai donc dans le chat. Merci beaucoup.

JOANNA KULESZA : Merci, Jorge. Merci, Susan Chalmers.

Nous avons donc fini avec les actions à suivre. J'ai reçu quelques commentaires dans le chat. Et je vais maintenant redonner la parole à notre collègue Shi Young pour passer à la partie des questions et des réponses. Merci.

SHI YOUNG CHANG, VICE-PRÉSIDENT : Merci, Joanna. Nous allons commencer par donc deux membres de l'ALAC, Jonathan et Sébastien, qui ont la main levée, à qui je vais donner la parole en premier lieu. Sébastien, est-ce que vous voulez prendre la parole ?

SÉBASTIEN BACHOLLET : Merci beaucoup. Je suis président de l'EURALO, et je m'adresse à mes collègues— à mon collègue de la Finlande. Je voudrais le remercier pour nous avoir présenté son expérience dans son pays. Et puisque nous avons un service d'interprétation, je vais parler en français. Merci.

Je sais que c'est un petit peu compliqué. Je vais vous obliger à

mettre vos écouteurs. Hélas, si nous n'utilisons pas les services d'interprétation, nous allons les perdre.

Donc, Sébastien Bachollet, président d'EURALO. Je voulais insister sur le fait que l'expérience qui nous a été présentée forte intéressante Finlande existe aussi sous d'autres formes, pas exactement la même dans d'autres pays européens. Je suis sûr dans d'autres pays dans le monde. Et il serait intéressant qu'on puisse effectivement bâtir là-dessus.

Avec une difficulté, pour prendre l'exemple rapide de la France, c'est que le changement des représentants du gouvernement du pays est l'une des difficultés. Les changements du côté des utilisateurs en sont une autre. Il s'avère qu'en France d'un côté on est là depuis longtemps, et les gouvernements changent très souvent. Donc, ils ont à tout réapprendre à chaque fois, et c'est une des difficultés qu'on rencontre pour pouvoir bâtir et faire des choses positives, pas seulement faire des lois dans un pays.

Mais merci encore de ce débat, et bons travaux à At-Large et au GAC. Merci.

SHI YOUNG CHANG, VICE-PRÉSIDENT :
Jonathan Zuck.

Nous allons donner la parole à

JONATHAN ZUCK :

Merci. Je suis le vice-président de l'ALAC pour la question des politiques, avec Joanna. Et ma question n'est pas une question basée sur une position consensuelle de l'ALAC. Je voudrais le préciser.

Je voudrais que l'on combine quelques thèmes qui ont été abordés ici, comme l'acceptation universelle et la déclaration des valeurs dont nous venons d'entendre parler, qui montrent l'importance d'un Internet global, et l'acceptation universelle est au centre de cette préoccupation. Donc, je pense qu'ici on pourrait se demander est-ce que les États membres peuvent nous aider à utiliser certaines politiques pour appliquer les valeurs de l'acceptation universelle dans le monde entier, pour que ces valeurs soient diffusées. Donc, je voudrais savoir si Susan pouvait prendre la parole à ce propos et nous dire quel était le rôle du Département de commerce dans ce sens.

Ensuite à ce propos, est-ce qu'il y a un mécanisme pour les membres du GAC concernant les agences, les organismes qu'ils représentent ? Est-ce qu'il y a quelque chose ici dans ce sens ? Est-ce qu'ils peuvent parler un peu plus de l'acceptation universelle auprès pour la diffuser auprès de leur pays, leur gouvernement ?

SHI YOUNG CHANG, VICE-PRÉSIDENT :

Merci, Jonathan. Susan, vous avez

la parole.

ÉTATS-UNIS :

Merci, Jonathan. Je pense que la question de l'acceptation universelle correspond naturellement bien sûr à la question des principes qui figurent dans la déclaration.

Et cette déclaration en elle-même et ses partenaires, les partenaires qui ont— les personnes qui ont— ou les parties prenantes qui ont participé à son élaboration ont mis en place des systèmes pour la mise en œuvre de cette déclaration. Il s'agit d'un engagement politique visant à mettre en œuvre ces engagements dans les forums auxquels ça correspond. Et je pense que, ici, les signataires pourraient essayer de voir s'ils peuvent faire avancer la question de l'acceptation universelle au sein de l'ICANN, au sein du GAC et au sein, bien sûr, des autres forums dans lesquels ils participent dans l'environnement de l'Internet en général.

Donc, j'espère que j'ai répondu à votre question. Merci.

SHI YOUNG CHANG, VICE-PRÉSIDENT :

Merci, Susan. Je vois la main levée d'Amrita. Amrita, vous avez la parole.

[AMRITA] :

Merci. Donc j'appartiens à EURALO. Et je pense que c'est une bonne chose. Mais hélas, je dirais que la plupart des pays en voie de développement et même les pays avancés n'ont pas encore soutenu cette question, alors que cette organisation est de nature multipartite avec de nombreuses communautés. Mais tout le monde n'est pas représenté.

Cette déclaration dit que nous avons l'intention d'inclure davantage de gens à ce dialogue, à ce travail. Je me demande ce qui va se passer, comment les choses vont changer et comment est-ce que l'on va mettre en œuvre ces questions, parce qu'on a vu beaucoup de déclarations qui ont été prises, qui ont été faites. Mais ensuite, il faut les appliquer. C'est ce qui nous intéresserait maintenant.

SHI YOUNG CHANG, VICE-PRÉSIDENT :

Merci, Amrita. Susan, allez-y.

ÉTATS-UNIS :

Je vais répondre brièvement. Merci, Amrita, pour cette intervention.

Je dirais que c'est le rôle de la société civile, maintenant, de s'assurer que les gouvernements tiennent compte de cela, qu'ils sont responsables, et qu'ils font vivre cette déclaration et ses principes.

Je voudrais savoir si le GAC avec l'ALAC, par exemple, peut promouvoir certains développements dans des pays. Un exemple dans le cas d'ISOC, de l'IETF. Le groupe technique a présenté des RFI. Il le fait de manière fréquente. Des RFC, pardon. Et un exemple à ce propos. Est-ce que l'on pourrait parler de ce développement technique? Est-ce qu'on a un organisme permanent national qui aborde cette question? Et puis considérer les RFC et les autres organisations qui existent. Il faut regarder donc ces RFC et en tenir compte.

Et donc la question de la formation technique est très importante, et peut-être que les membres du GAC et les membres de l'ALAC peuvent répondre à ce besoin à travers les représentants de l'ICANN à Singapour ou à travers les registres locaux. Il y a différentes manières de mettre en œuvre cela.

SHI YOUNG CHANG, VICE-PRÉSIDENT :

Merci. J'ai vu la main levée de deux personnes et je vais leur demander d'être brefs. Merci.

VELIMIRA GRAU :

Merci. Je vais être brève. Je voudrais juste reprendre un petit peu ce qu'Amrita a dit concernant cette déclaration et ce qui a été dit par l'Union européenne, le représentant de l'Union européenne.

Je pense qu'il est important de savoir que la déclaration de par

sa nature doit être un processus inclusif. Et la question posée par Amrita à propos des autres États qui pourraient se joindre à cette déclaration, être signataires de cette déclaration, c'est quelque chose d'important puisqu'il s'agit d'une déclaration multipartite qui est très importante pour maintenir et assurer l'ouverture de l'Internet. Maintenir un Internet global, c'est important.

Et l'ICANN a participé aux travaux de cette déclaration qui est en ligne avec sa mission et avec sa vision de l'Internet. Par conséquent, je pense que, vu que cette déclaration contient plusieurs points sur le modèle multipartite, les membres qui sont intéressés, les membres du GAC qui sont ici présents et sont intéressés par ces principes et par cette vision de l'Internet qui se trouve dans cette déclaration, ces membres, donc, peuvent se joindre aux travaux et à la déclaration en elle-même.

SHI YOUNG CHANG, VICE-PRÉSIDENT :

Bien. Je vois la main de Luciano.

Luciano, vous pouvez prendre la parole.

BRÉSIL :

Oui, merci. Je voudrais reprendre un petit peu le commentaire fait par Susan, notre collègue de l'Union européenne européenne concernant la déclaration liée à l'Internet.

Il y a des pays du Sud qui n'ont pas encore signé cette déclaration.

Et je pense qu'il est important de dire pourquoi est-ce que cette déclaration a été faite. Beaucoup de pays, comme le Brésil, par exemple, partagent cette vision, la vision qui est reflétée dans cette déclaration, mais il y a des problèmes de processus et de substance qui y figurent aussi.

Tout le monde n'est pas d'accord avec tous les détails contenus dans cette déclaration. Donc, je dirais que ce n'est pas un processus ascendant. C'est plus un processus descendant. Et au Brésil, nous avons un système multipartite dans lequel nous pensons qu'il faut participer à ces débats. C'est une déclaration qui a été proposée déjà en l'état. On n'a pas pu contribuer à son contenu. C'était ou l'accepter ou la rejeter dans sa totalité, et nous pensons au Brésil qu'on aurait pu donner la possibilité de donner notre opinion sur certains points.

Et puis, outre cette vision globale de l'Internet avec laquelle nous sommes tout à fait d'accord, cette déclaration aborde aussi certaines spécifications, et en fonction de l'approche politique ou du cadre politique certains pays, ces considérations pourraient être un problème. Par conséquent, c'est ce que je voulais dire à propos de ce document.

Et puis, un dernier point concernant cette déclaration. Nous pensons qu'il faudrait qu'il y ait un processus de suivi concernant cette déclaration, vu la façon dont elle a été conçue. Il ne faut pas

que ce soit un document unique. Il faut que ce soit un processus qui commence et il y a toute une série de questions qui ont été posées par différents membres, différents pays. C'est un document intéressant. Nous partageons l'opinion de la plupart de ces principes, mais nous pensons quand même que ce document aurait pu être élaboré de manière plus collaborative.

SHI YOUNG CHANG, VICE-PRÉSIDENT :

Merci. Nous avons déjà dépassé les trois minutes. Alicia, est-ce que vous pouvez être brève ?

PAYS-BAS :

Alisa, pour les Pays-Bas. J'ai une question assez courte sur l'acceptation universelle. Serait-il possible d'avoir un briefing un peu plus détaillé ou du moins un document sur les questions qui sont soulevées par l'acceptation universelle ?

Aussi, nous aimerions savoir quelles sont les responsabilités pour les bureaux d'enregistrement ou les opérateurs de registre ; et aussi, quelles sont nos responsabilités en tant que gouvernement ? Que devrions-nous faire pour donc accomplir cette acceptation universelle.

Nous en avons parlé plusieurs fois. Mais à chaque fois, nous en parlons brièvement. Et donc nous devrions pouvoir rentrer dans le vif du sujet un peu plus. Merci.

MANAL ISMAIL, PRÉSIDENTE DU GAC : Shi Young, s'il vous plait, nous travaillons sur cela. Nous essayons de mettre en place un webinaire qui soit un peu plus spécifique. Nous continuons à retarder cela, car il y a toujours d'autres priorités. Mais cela va se faire très rapidement.

SHI YOUNG CHANG, VICE-PRÉSIDENT : Merci, Manal.

HADIA ELMINIAWI : Je voudrais faire un commentaire sur ce qu'a dit l'Indonésie. Et je pense vraiment que la formation est très importante. Cependant, l'adoption de l'acceptation universelle ne se produit pas— ce n'était pas pour cette raison que cela ne se fait pas.

Il y a une volonté d'avancer et d'adopter, de prendre le temps et l'effort, et même l'argent, pour adopter l'acceptation universelle.

Nous, donc les gouvernements, les gens doivent comprendre la valeur qu'il va en ressortir de cette acceptation universelle.

Donc l'Indonésie a aussi parlé des RFC. Et ça, tout ça aussi, c'est important. Nous n'avons pas réfléchi là-dessus en tant que communauté.

Et dernièrement, Alisa a parlé de la formation ou du moins des

Donc, ce système hybride marche très bien apparemment. Merci.

Et j'ai hâte de continuer la discussion.

MANAL ISMAIL, PRÉSIDENTE DU GAC :

Les collègues du GAC, revenez à la demie, s'il vous plait, pour que nous puissions nous retrouver avec le Conseil. Merci.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]